

Entretien avec l'ancien gouverneur de la Banque centrale allemande Karl Otto Pöhl dans Der Spiegel (29 octobre 2001)

Légende: Extrait de l'entretien avec l'ancien gouverneur de la Banque centrale allemande, Karl Otto Pöhl, paru dans l'hebdomadaire Der Spiegel le 29 octobre 2001. Pöhl se prononce sur la politique de la Banque centrale européenne (BCE) en matière de taux et sur la possibilité d'effectuer une interprétation plus extensive de l'article 2 des Statuts de la Banque.

Source: Der Spiegel. Das Deutsche Nachrichten-Magazin. Hrsg. Augstein, Rudolf ; R Herausgeber Aust, Stefan. 29.10.2001, Nr. 44. Hamburg: Spiegel Verlag Rudolf Augstein GmbH & Co. KG. "Aggressiver rangehen".

Copyright: (c) Traduction Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE)

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/entretien_avec_l_ancien_gouverneur_de_la_banque_centrale_allemande_karl_otto_pohl_dans_der_spiegel_29_octobre_2001-fr-baf70b74-07c3-4081-9ca2-41081ba7b088.html

Date de dernière mise à jour: 20/12/2013

«Une action plus agressive»

L'ancien président de la Bundesbank, Karl Otto Pöhl, au sujet de l'économie américaine, de l'économiste Keynes et de la bonne politique des taux d'intérêt

SPIEGEL: Avertissements sur les bénéfices, licenciements collectifs, faillites d'entreprises et programmes d'austérité apparaissent un peu partout: Monsieur Pöhl, à quel point prenez-vous au sérieux ce marasme économique?

Pöhl: Nous ne sommes pas au bord d'une récession, mais nous sommes déjà en plein dedans, et cela pas uniquement en Allemagne.

SPIEGEL: Hans-Werner Sinn, le directeur de l'Institut Ifo de Munich, réclame des «mesures énergiques» de la part du gouvernement fédéral. Vous aussi?

Pöhl: On ne devrait pas surestimer l'influence des gouvernements et des banques d'émission sur l'évolution de la conjoncture dans l'état actuel des choses. La situation dépendra très fortement du scénario terroriste dans les mois à venir, et du retour ou non de la confiance dans le développement économique et politique. [...]

[...]

SPIEGEL: Le président Bush est soutenu par sa Banque centrale. Le taux directeur de la Fed se situe aujourd'hui à 1,25 point en dessous de celui de la Banque centrale européenne.

Pöhl: La Banque centrale européenne aurait dû diminuer les taux d'intérêt de manière bien plus drastique il y a des mois déjà. Elle a manifestement mal évalué l'évolution de la conjoncture. Et la réaction après l'attaque terroriste – à savoir la baisse du taux directeur de 0,5 point – était bien trop laxiste. La BCE aurait dû alors agir avec plus d'agressivité. Cela aurait au moins contribué à inspirer la confiance. Le risque d'inflation, qu'on évoque tout le temps, n'est vraiment pas perceptible pour l'instant.

SPIEGEL: Aux États-Unis, la politique des taux d'intérêt de la Banque centrale est très consciemment déterminée en fonction de l'évolution de la conjoncture. La BCE, par contre, est fixée par contrat sur la stabilité des prix.

Pöhl: Ce n'est pas tout à fait vrai. Les statuts de la Banque centrale européenne, définis sous ma présidence, prévoient, certes, que le maintien de la stabilité des prix est la priorité absolue. Mais lorsque la stabilité des prix n'est pas menacée, la banque d'émission doit également soutenir la politique économique du gouvernement. Visiblement, on l'oublie volontiers à Francfort. Dire que l'emploi et la croissance ne nous concernent pas, que c'est l'affaire du gouvernement: cela me paraît être une attitude trop commode.

SPIEGEL: La BCE ne veut pas être soupçonnée d'agir sur le terrain politique.

Pöhl: Je le comprends. À la différence de la Bundesbank, la Banque centrale européenne doit encore gagner la confiance sur les marchés. Mais vu que l'inflation, dans tous les pays européens, a rarement été aussi basse depuis la guerre, la banque d'émission aurait effectivement la possibilité d'opérer de façon plus expansive.

SPIEGEL: La diminution drastique des taux effectuée par votre ami Alan Greenspan aux États-Unis n'a pas non plus changé grand-chose jusqu'à présent.

Pöhl: C'est à voir. Le «time lag» de la politique monétaire est relativement long. De toute évidence, les effets d'une politique monétaire expansive ainsi que ceux d'une politique financière expansive sont aujourd'hui plus limités qu'auparavant.

SPIEGEL: Avez-vous une explication à cela?

Pöhl: Cela tient certainement aussi à l'internationalisation des marchés, avec l'apparition de nombreux nouveaux produits et instruments sur les marchés des capitaux et de la finance. Aujourd'hui, on n'est plus forcément dépendant des aides financières de la banque d'émission.

SPIEGEL: Il y a donc assez d'argent?

Pöhl: Soit les entreprises elles-mêmes sont solvables, soit elles peuvent se procurer des liquidités indépendamment de la politique de la Banque centrale – ou pas. Lors de la crise de 1998 par exemple, les banques commerciales n'étaient tout simplement pas prêtes à accorder des crédits.

SPIEGEL: Un taux d'intérêt bas est donc utile uniquement si la disposition à l'investissement existe déjà?

Pöhl: Karl Schiller, qui était également un brillant rhétoricien, a toujours dit: «On peut certes mener les chevaux à l'abreuvoir, mais ils doivent boire tout seuls».

INTERVIEW: ALEXANDER JUNG, HEIKO MARTENS